

LA DÉGRINGOLADE DU FRANC...

Le monde capitaliste est en rumeur, l'affolement y règne; on y vit dans l'angoisse et on y perd cette belle sérénité qui est, en même temps que la marque d'une conscience à l'abri de tout reproche, l'indice d'une situation de tout repos.

Quel est donc l'horrible calamité, l'épouvantable catastrophe, le terrible fléau qui sème à ce point la panique et la consternation dans les milieux bourgeois?

C'est la chute précipitée du franc.

Ceux qui vivent, au jour le jour, de leur travail, qui ne possèdent ni valeurs, ni portefeuilles, ni espèces en dépôt, ceux qui n'ont ni sou, ni maille, sont moins émus de cette lutte dans laquelle notre franc, après une résistance désespérée, semble bien près d'être définitivement vaincu.

Ils auraient tort, grandement tort, cependant, de n'en pas être inquiets.

Ils ne seront évidemment pas atteints dans leurs fortunes, puisque les accapareurs du sol, de la propriété bâtie, du commerce, de l'industrie et de la finance, ont eu la délicatesse de les dépouiller de tout avoir.

Ils n'en sont pas moins producteurs, consommateurs et contribuables; ils ne sont même, - économiquement, - que cela. Et la dévalorisation du franc ne peut manquer de les précipiter dans une situation des plus attristantes.

Il suffit de jeter les yeux sur l'Allemagne pour se rendre compte des conséquences désastreuses qu'entraîne fatalement, pour la classe ouvrière d'un pays, la dépréciation de la monnaie nationale: salaires de famine réduisant les producteurs à une puissance de consommation d'autant plus déficitaire que la vie est chère; chômage intense et prolongé, impôts écrasants... et la suite.

La presse française tente de réagir contre l'affolement qui sévit; et elle emploie à rassurer l'opinion les moyens qui lui sont accoutumés. Elle consulte les sommités du monde capitaliste, les directeurs des grands établissements de crédit, les financiers et les spécialistes de la haute spéculation. Il va de soi que ces Messieurs n'émettent, au mépris de la vérité, que des avis optimistes.

Et puis, il y a le Gouvernement. Ah! le Gouvernement! C'est pour le coup qu'il va agir, prendre des décisions énergiques et des mesures radicales!

Le moment est venu; il n'y a plus à tergiverser; le péril est pressant, la situation est grave, l'heure est décisive.

On va voir! on va voir!

C'est tout vu et le Gouvernement a pris ses responsabilités et ses mesures: 1- répression des fraudes fiscales; 2- économies dans les services publics; 3- ajournement de tout projet entraînant des charges nouvelles; 4- établissement de deux décimes sur l'ensemble des impôts.

C'est tout? Oui, c'est tout.

Je ne suis pas prophète, mais je suis joueur et j'aime les paris.

Eh bien, je parie mes appointements au *Libertaire*, - qu'est-ce que je risque!, - contre le traitement de M. de Lasteyrie, ministre des finances, que ces mesures seront inopérantes comme l'est, en ce qui concerne la lutte contre la vie chère, l'instauration d'un dictateur aux vivres.

Ces mesures parviendront peut-être à enrayer ou à ralentir la dégringolade du franc, mais elle ne redresseront pas la situation financière. Il est possible qu'elles réussissent à conjurer ou à diminuer la crise du change; mais elles ne rendront pas au crédit de ce pays la confiance qui, seule, peut consolider le franc.

Ce qui, par contre, est certain, c'est que les décisions gouvernementales aggraveront le malaise économique et ne manqueront pas d'avoir très prochainement les plus affligeantes répercussions sur la situation déjà critique de la classe ouvrière.

Une seule mesure serait à prendre, celle-là s'impose et elle agirait efficacement: le prélèvement, par voie de confiscation pure et simple, et d'expropriation sans indemnité, d'un nombre respectable de milliards sur les grosses fortunes, en attendant la restitution totale et la mise en commun de toutes les richesses.

Et ne n'est ni le Gouvernement d'aujourd'hui, ni celui de demain, ni le Parlement actuel, ni la Chambre future qui s'aviseront de recourir à une telle extrémité.

Quand le prolétariat refusera de se laisser monter le cou par les menteurs de la politique, quand il comprendra que le salut est en lui, en lui seulement et qu'il aura définitivement perdu toute confiance dans les chefs, les Messies et les dictateurs, il retroussera ses manches et, se mettra à la besogne indispensable: la *Révolution sociale*.

Sébastien FAURE.
